

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2009/00530]

Conseil d'Etat. — Avis

Présentation de la liste triple de candidats à la deuxième fonction vacante de Conseiller d'Etat francophone.

En son audience publique du 23 juin 2009, l'assemblée générale du Conseil d'Etat a présenté, en l'absence d'unanimité, une triple liste de candidats à la deuxième fonction vacante de Conseiller d'Etat francophone et a transmis cette liste à la Chambre des représentants par lettre de son Premier Président du 6 juillet 2009.

Lors de sa séance plénière du 16 juillet 2009, la Chambre des représentants a confirmé la liste telle que présentée par le Conseil d'Etat et composée comme suit :

Deuxième fonction vacante de Conseiller d'Etat francophone :

Premier candidat :

Mme Diane DEOM, professeur au département de droit public de l'UCL.

Deuxième candidat :

M. David DE ROY, référendaire près la Cour de Cassation.

Troisième candidat :

M. Damien JANS, chargé de cours à la Faculté de droit de l'UCL.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2009/00530]

Raad van State. — Bericht

Voordracht van de drievoudige kandidatenlijst voor het tweede vacante ambt van Franstalig Staatsraad.

Tijdens haar openbare zitting van 23 juni 2009 heeft de algemene vergadering van de Raad van State, zonder eenparigheid van stemmen, een drievoudige kandidatenlijst voorgedragen voor het tweede vacante ambt van Franstalig Staatsraad en deze lijst bezorgd aan de Kamer van volksvertegenwoordigers per brief van de Eerste Voorzitter van 6 juli 2009.

Tijdens haar plenaire vergadering van 16 juli 2009 heeft de Kamer van volksvertegenwoordigers de lijst bevestigd zoals voorgedragen door de Raad van State en samengesteld als volgt :

Tweede vacante ambt van Franstalig Staatsraad :

Eerste kandidaat :

Mevr. Diane DEOM, hoogleraar in het departement publiek recht van de « UCL ».

Tweede kandidaat :

De heer David DE ROY, referendaris bij het Hof van Cassatie.

Derde kandidaat :

De heer Damien JANS, docent aan de Faculteit Rechten van de « UCL ».

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2009/00503]

14 JUILLET 2009. — Circulaire relative au statut de résident de longue durée

Mesdames et Messieurs les Bourgmestres du Royaume,

La directive 2003/109/CE du Conseil, du 25 novembre 2003, relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée, conduit à deux nouveautés :

1. Elle prévoit la possibilité pour un ressortissant d'un Etat hors UE (1) d'obtenir un statut de résident de longue durée au sein de l'Etat membre de l'UE dans lequel il séjourne depuis longtemps moyennant certaines conditions (2).
2. Elle permet à ce ressortissant d'obtenir plus facilement un permis de séjour de plus de trois mois dans un autre Etat membre.

Cette directive a été transposée en droit belge par les textes suivants :

- la loi du 25 avril 2007 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, entrée en vigueur le 1^{er} juin 2008 (*Moniteur belge* du 10 mai 2007);
- l'arrêté royal du 22 juillet 2008 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, entré en vigueur le 8 septembre 2008 (*Moniteur belge* 29 août 2008);
- l'arrêté royal du 22 juillet 2008 fixant certaines modalités d'exécution de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, entré en vigueur le 8 septembre 2008 (*Moniteur belge* 29 août 2008);
- l'arrêté royal du 23 décembre 2008 modifiant l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2009 (*Moniteur belge* du 29 décembre 2008).

Il convient de noter que le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark ne participent pas à l'adoption de cette directive. Cette directive ne s'applique pas non plus aux pays de l'EEE suivants : la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein. Cela implique d'une part, que les étrangers qui ont obtenu le statut de résident de longue durée en Belgique ne peuvent pas bénéficier de conditions de séjour plus souples dans ces pays, et, d'autre part, qu'un permis de séjour délivré par ces pays n'entraîne pas d'avantages pour l'obtention d'un séjour en Belgique.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2009/00503]

14 JULI 2009. — Omzendbrief betreffende de status van langdurig ingezetene

Dames en heren Burgemeesters van het Rijk

De richtlijn 2003/109/EG van de Raad van 25 november 2003 betreffende de status van langdurig ingezetenen onderdanen van derde landen leidt tot twee nieuwe elementen :

1. De richtlijn voorziet voor een onderdaan van een niet-EG-lidstaat (1) de mogelijkheid om onder bepaalde voorwaarden de status van langdurig ingezetene in de EU-lidstaat waarin hij reeds lang verblijft, (2) te bekomen.
2. De richtlijn stelt deze onderdaan in staat om in een andere lidstaat gemakkelijker een verblijfsvergunning van meer dan drie maanden te bekomen.

Deze richtlijn werd door de volgende teksten in het Belgisch recht omgezet :

- de wet van 25 april 2007 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, in werking getreden op 1 juni 2008 (*Belgisch Staatsblad* van 10 mei 2007);
- het koninklijk besluit van 22 juli 2008 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, in werking getreden op 8 september 2008 (*Belgisch Staatsblad* 29 augustus 2008);
- het koninklijk besluit van 22 juli 2008 tot vaststelling van bepaalde uitvoeringsmodaliteiten van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, in werking getreden op 8 september 2008 (*Belgisch Staatsblad* 29 augustus 2008);
- het koninklijk besluit van 23 december 2008 tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, in werking getreden op 1 januari 1999 (*Belgisch Staatsblad* 29 december 2008).

Het Verenigd Koninkrijk, Ierland en Denemarken nemen niet deel aan de goedkeuring van deze richtlijn. Deze richtlijn is ook niet van toepassing op de volgende EER-landen : Noorwegen, IJsland en Liechtenstein. Dit impliceert, enerzijds, dat de vreemdelingen die de status van langdurig ingezetene in België bekomen hebben niet kunnen genieten van soepelere verblijfsvoorwaarden in deze landen, en, anderzijds, dat een verblijfsvergunning die door deze landen wordt afgegeven niet leidt tot voordelen voor het bekomen van een verblijf in België.

I. L'obtention du statut de résident de longue durée en Belgique :**A. Conditions :**

Le ressortissant de pays tiers qui séjourne en Belgique peut obtenir le statut de résident de longue durée si :

- il est autorisé ou admis au séjour en Belgique de manière illimitée;
- il dispose, pour lui-même et les membres de sa famille qui sont à sa charge, de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille afin d'éviter de devenir une charge pour les pouvoirs publics;
- il dispose d'une assurance-maladie couvrant les risques en Belgique;
- s'il justifie d'un séjour légal et ininterrompu dans le Royaume au cours des cinq ans qui précèdent immédiatement la demande d'acquisition du statut de résident de longue durée.

Remarque : L'étranger reconnu réfugié ou bénéficiaire de la protection subsidiaire ne peut demander l'obtention du statut de résident de longue durée.

—> Comment ces cinq ans sont-ils comptés ?

Pour le calcul des cinq ans, il n'est pas tenu compte des périodes sous titre de séjour limité ou sous titre de séjour spécial délivré par les Affaires étrangères. Deux catégories de séjour limité sont toutefois prises en compte :

- l'entière du séjour limité obtenu en Belgique en tant que résident de longue durée ayant obtenu le statut dans un autre Etat membre (cf point II)
- la moitié du séjour limité obtenu en tant qu'étudiant ou pour suivre une formation professionnelle.

Le délai de cinq ans n'est pas interrompu par des absences inférieures à six mois consécutifs et qui ne dépassent pas au total une durée de dix mois sur le délai total de cinq ans. Ces périodes d'absence sont prises en compte dans le calcul du délai.

—> Quel est le montant minimum des moyens de subsistance requis ?

Le ressortissant de pays tiers doit au moins disposer du revenu d'intégration sociale pour une personne isolée qui s'élève à 684 euros et de 228 euros par personne à sa charge, ce qui correspond au montant pour une personne ayant charge de famille moins le montant pour une personne isolée. Ces montants sont adaptés annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation. Les nouveaux montants indexés sont publiés dans le *Moniteur belge*. Actuellement, ces montants s'élèvent à 715 et 239 euros (*Moniteur belge* du 22 janvier 2009).

B. Procédure :**1) Introduction :**

La demande d'acquisition du statut de résident de longue durée est introduite auprès de l'administration communale du lieu de la résidence au moyen d'un formulaire conforme au modèle figurant à l'annexe 16. Il s'agit de la même annexe que pour la demande d'autorisation d'établissement. L'étranger en séjour illimité peut en effet demander soit l'autorisation d'établissement, soit l'acquisition du statut de résident de longue durée. L'administration communale doit biffer la mention de l'intitulé de l'annexe 16 qui ne correspond pas à la demande.

Dans le cas d'une demande d'acquisition du statut de résident de longue durée, l'étranger doit apporter la preuve attestant de ses moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants (3) ainsi que la preuve qu'il dispose d'une assurance-maladie couvrant les risques en Belgique. L'administration communale doit réclamer ces preuves et les transmettre à l'Office des étrangers mais ne doit jamais se prononcer sur leur validité.

Si le demandeur ne remplit pas les conditions pour obtenir le statut de résident de longue durée, l'Office des étrangers traitera sa demande comme une demande d'autorisation d'établissement.

L'étranger qui est établi (en possession d'une carte d'identité d'étranger - carte électronique C) peut à tout moment demander l'acquisition du statut de résident de longue durée.

2) Rôle de l'administration communale :

Si le séjour de l'étranger est de durée illimitée et si, le cas échéant, l'étranger produit la copie d'un passeport valable parce que son identité n'a pas encore été établie au cours d'une procédure précédente, l'administration communale lui remet un accusé de réception conforme à l'annexe 16bis.

I. Het bekomen van de status van langdurig ingezetene in België :**A. Voorwaarden :**

De onderdaan van een derde land die in België verblijft, kan de status van langdurig ingezetene bekomen indien :

- hij tot een verblijf van onbepaalde duur in België gemachtigd of toegelaten is;
- hij, voor zichzelf en voor zijn familieleden die te zijnen laste zijn, beschikt over stabiele, regelmatige en toereikende bestaansmiddelen om in zijn eigen behoeften en die van zijn familieleden te voorzien, om te vermijden dat ze ten laste vallen van de openbare overheden;
- hij over een ziektekostenverzekering beschikt die de risico's in België dekt;
- hij bewijst dat hij in de loop van de vijf jaar die onmiddellijk voorafgingen aan de aanvraag tot het bekomen van de status van langdurig ingezetene legaal en ononderbroken in het Rijk verbleven heeft.

Opmerking : de vreemdeling die als vluchteling erkend werd of van de subsidiaire bescherming geniet, kan geen aanvraag tot het bekomen van de status van langdurig ingezetene indienen.

—> Hoe worden deze vijf jaar geteld ?

Voor de berekening van de periode van vijf jaar wordt er geen rekening gehouden met de periodes met een beperkte verblijfstitel of een speciale verblijfstitel die door Buitenlandse Zaken wordt afgegeven. Met twee categorieën van beperkt verblijf wordt echter wel rekening gehouden :

- het volledig beperkt verblijf in België van een langdurig ingezetene die de status in een andere Lid-Staat bekomen heeft (cf. punt II)
- de helft van het beperkt verblijf dat bekomen wordt in de hoedanigheid van student, of om een beroepsopleiding te volgen.

De termijn van vijf jaar wordt niet onderbroken door afwezigheden van minder dan zes opeenvolgende maanden en die in totaal, de duur van tien maanden over de hele periode van vijf jaar niet overschrijden. Deze perioden van afwezigheid worden meegerekend bij de berekening van de termijn.

—> Wat is het minimumbedrag van de vereiste bestaansmiddelen ?

De onderdaan van een derde land moet voor zichzelf tenminste over het leefloon voor een alleenstaande persoon beschikken dat 684 euro bedraagt en over 228 euro voor elke persoon die te zijnen laste is. Dit laatste bedrag stemt overeen met het leefloon van een persoon die familieleden ten laste heeft, minus het bedrag voor een alleenstaande persoon. Deze bedragen worden elk jaar aangepast in functie van de index van de consumptieprijzen. De nieuwe geïndexeerde bedragen worden vermeld in het *Belgisch Staatsblad*. Momenteel gaat het om bedragen van 715 en 239 euro (*Belgisch Staatsblad* 22 januari 2009).

B. Procedure :**1) Inleiding :**

De aanvraag tot het bekomen van de status van langdurig ingezetene wordt ingediend bij het gemeentebestuur van de verblijfplaats door middel van een formulier conform het model in bijlage 16. Het gaat om dezelfde bijlage als voor de aanvraag om machtiging tot vestiging. De verdeling met een verblijf van onbepaalde duur kan immers ofwel de machtiging tot vestiging ofwel de status van langdurig ingezetene, vragen. Het gemeentebestuur moet de vermelding van de titel van bijlage 16 die niet overeenstemt met de aanvraag schrappen.

Indien het om een aanvraag tot het bekomen van de status van langdurig ingezetene gaat, moet de vreemdeling het bewijs leveren dat hij over stabiele, regelmatige en toereikende bestaansmiddelen beschikt (3) en dat hij over een ziektekostenverzekering beschikt die de risico's in België dekt. Het gemeentebestuur moet deze bewijzen eisen en ze aan de Dienst Vreemdelingenzaken overmaken maar mag nooit zelf een uitspraak doen over hun geldigheid.

Indien de aanvrager niet voldoet aan de voorwaarden om de status van langdurig ingezetene te bekomen, zal de Dienst Vreemdelingenzaken zijn aanvraag als een aanvraag om machtiging tot vestiging behandelen.

De gevestigde vreemdeling (die in het bezit is van een identiteitskaart voor vreemdeling - elektronische kaart C) kan op elk moment een aanvraag tot het bekomen van de status van langdurig ingezetene indienen.

2) Rol van het gemeentebestuur :

Indien het verblijf van de vreemdeling van onbepaalde duur is, en de vreemdeling in het voorkomend geval, een kopie van een geldig paspoort voorlegt omdat zijn identiteit nog niet in de loop van een voorafgaande procedure werd vastgesteld, overhandigt het gemeentebestuur hem een ontvangstbewijs conform de bijlage 16bis.

Elle en transmet une copie à l'Office des étrangers, en même temps que la preuve que les conditions (ressources suffisantes et assurance maladie) sont remplies et, le cas échéant, la copie du passeport. L'Office des étrangers a alors cinq mois pour prendre une décision. Durant ces cinq mois, l'étranger reste sous CIRE ou Carte d'identité d'étranger. Si le CIRE ou la Carte d'identité d'étranger expire, il y a lieu de retirer le document périmé et de délivrer une annexe 15 pour la durée de l'examen qui reste.(4)

Par contre, si le séjour de l'étranger n'est pas de durée illimitée ou s'il ne produit pas la copie d'un passeport valable alors que son identité n'est pas établie, l'administration communale lui délivre une annexe 16ter - non prise en considération - et en transmet une copie à l'Office des étrangers.

Si l'Office des étrangers rejette la demande, l'administration communale notifie cette décision à l'étranger par la remise d'une annexe 17. L'étranger conserve cependant son autorisation d'établissement ou son autorisation de séjour illimitée sauf instruction contraire de l'Office des étrangers.

En cas de décision favorable de l'Office des étrangers ou si, dans un délai de cinq mois, aucune décision n'est portée à la connaissance de l'administration communale, l'étranger est inscrit au registre de la population et reçoit le permis de séjour de résident de longue durée-CE (annexe 7bis de l'AR - carte D) valable cinq ans. Il peut en demander le renouvellement auprès de l'administration communale entre le quarante-cinquième et le trentième jour avant la date d'échéance.

C. Perte du statut de résident de longue durée :

1. L'étranger qui a acquis le statut de résident de longue durée perd ce statut en cas de fraude.

—> Trois hypothèses sont alors possibles. L'Office des étrangers peut décider :

- 1) Soit qu'il garde son autorisation d'établissement. Dans ce cas, il est procédé au retrait du permis de séjour de résident de longue durée-CE et l'étranger est mis en possession de la carte d'identité d'étranger;
- 2) Soit qu'il garde son droit de séjour. Dans ce cas, il est procédé au retrait du permis de séjour de résident de longue durée-CE et l'étranger est mis en possession d'un certificat d'inscription au registre des étrangers d'une durée illimitée (carte électronique B);
- 3) Soit qu'il n'a plus le droit de séjourner dans le Royaume. Dans ce cas, la décision de l'Office des Etrangers est notifiée à l'étranger par la remise d'un document conforme à l'annexe 13 et il est procédé au retrait du permis de séjour de résident de longue durée-CE.

2. L'étranger perd également son statut lorsque ce statut lui est accordé dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou lorsqu'il s'est absenté plus de douze mois du territoire de l'Union européenne ou plus de six ans du territoire de la Belgique.

D. Droit de retour en cas de perte du statut de résident de longue durée :

1) Principe :

Normalement, l'étranger bénéficiant du statut de résident de longue durée perd son droit de retour dans le Royaume s'il s'absente des territoires des Etats membres de l'Union européenne pendant douze mois consécutifs ou s'il quitte le Royaume pendant six ans au moins (5).

Pour pouvoir bénéficier du droit de retour, l'étranger, titulaire d'un permis de séjour de résident de longue durée-CE, est tenu de se présenter à l'administration communale de son lieu de résidence, dans les quinze jours de son retour.

2) Exceptions :

a) L'étranger bénéficiant du statut de résident de longue durée qui s'est absenté du territoire de l'UE pendant 12 mois consécutifs, peut dans certain(e)s cas/conditions, garder son droit de retour en Belgique (compétence de l'administration communale) :

—> Conditions pour garder le droit de retour :

1. L'étranger a, avant son départ, prouvé à l'administration communale de son lieu de résidence qu'il conserve en Belgique le centre de ses intérêts et l'a informé de son intention de quitter le pays et d'y revenir;

Het gemeentebestuur stuurt een kopie van dit ontvangstbewijs naar de Dienst Vreemdelingenzaken samen met de bewijzen dat de voorwaarden (toereikende bestaansmiddelen en ziektekostenverzekering) vervuld zijn en, in het voorkomend geval, de kopie van het paspoort. De Dienst Vreemdelingenzaken beschikt dan over een periode van vijf maanden om een beslissing te nemen. Tijdens deze periode van vijf maanden blijft de vreemdeling in het bezit van een BIVR of een Identiteitskaart voor vreemdeling. Wanneer het BIVR of de Identiteitskaart voor vreemdeling vervalt, moet het vervallen document ingetrokken worden en moet een bijlage 15 afgegeven worden voor de resterende duur van het onderzoek. (4)

Indien het verblijf van de vreemdeling daarentegen niet van onbepaalde duur is of indien de vreemdeling geen kopie van een geldig paspoort voorlegt terwijl zijn identiteit niet vaststaat, overhandigt het gemeentebestuur hem een bijlage 16ter - niet-inoverwegingname - en stuurt een kopie van die bijlage naar de Dienst Vreemdelingenzaken.

Indien de Dienst Vreemdelingenzaken de aanvraag afwijst, betekent het gemeentebestuur deze beslissing aan de vreemdeling door een bijlage 17 te overhandigen. De vreemdeling behoudt echter zijn machtiging tot vestiging of zijn machtiging tot onbeperkt verblijf, behalve indien de Dienst Vreemdelingenzaken een tegenovergestelde instructie geeft.

Indien de Dienst Vreemdelingenzaken een gunstige beslissing neemt of indien binnen een termijn van vijf maanden geen enkele beslissing ter kennis wordt gebracht van het gemeentebestuur, wordt de vreemdeling in het bevolkingsregister ingeschreven en ontvangt hij een EG-verblijfsvergunning voor langdurig ingezetene (bijlage 7bis van het KB - D kaart), die vijf jaar geldig is. Tussen de vijftiende en de dertigste dag vóór de vervaldatum van zijn EG-verblijfsvergunning voor langdurig ingezetene kan hij de vernieuwing ervan aanvragen bij het gemeentebestuur.

C. Verlies van de status van langdurig ingezetene :

1. De vreemdeling die de status van langdurig ingezetene bekomen heeft, verliest die status in geval van fraude.

—> Drie hypothesen zijn mogelijk : de Dienst Vreemdelingenzaken kan beslissen :

- 1) Ofwel dat hij zijn machtiging tot vestiging behoudt. In dit geval, wordt de EG-verblijfsvergunning van langdurig ingezetene ingetrokken en wordt de vreemdeling in het bezit gesteld van een Identiteitskaart voor vreemdeling;
- 2) Ofwel dat hij zijn recht op verblijf behoudt. In dit geval, wordt de EG-verblijfsvergunning van langdurig ingezetene ingetrokken en wordt de vreemdeling in het bezit gesteld van een Bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister van onbepaalde duur (elektronische kaart B);
- 3) Ofwel dat hij geen recht op verblijf meer heeft in het Rijk. In dit geval wordt deze beslissing aan de vreemdeling betekend door de overhandiging van het document conform het model in de bijlage 13 en de EG-verblijfsvergunning voor langdurig ingezetene wordt ingetrokken.

2. De vreemdeling verliest ook zijn status wanneer die status hem wordt toegekend in een andere Lidstaat van de Europese Unie of indien hij meer dan twaalf maanden afwezig is geweest van het grondgebied van de Europese Unie, of meer dan zes jaar van het Belgisch grondgebied.

D. Recht op terugkeer in geval van verlies van de status van langdurig ingezetene :

1) Principe :

Normaal gezien verliest de vreemdeling die de status van langdurig ingezetene geniet zijn recht van terugkeer naar het Rijk indien hij gedurende twaalf opeenvolgende maanden afwezig is van het grondgebied van de Lidstaten van de Europese Unie of indien hij het Rijk gedurende minstens zes jaar verlaat (5).

Om een recht op terugkeer te kunnen doen gelden, moet de vreemdeling, houder van een EG-verblijfsvergunning voor langdurig ingezetene, zich binnen vijftien dagen na zijn terugkeer aanbieden bij het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats.

2) Uitzonderingen :

a) De vreemdeling die de status van langdurig ingezetene geniet en gedurende 12 opeenvolgende maanden afwezig was van het grondgebied van de EU, kan onder bepaalde voorwaarden/in bepaalde gevallen zijn recht op terugkeer in België behouden (bevoegdheid van het gemeentebestuur) :

—> Voorwaarden voor het behoud van het recht op terugkeer :

1. De vreemdeling heeft vóór zijn vertrek aan het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats bewezen dat hij zijn hoofdbelangen in België behoudt en het gemeentebestuur in kennis gesteld van zijn voornemen om het land te verlaten en er terug te keren;

2. il est en possession, au moment de son retour, d'un permis de séjour de résident de longue durée - CE en cours de validité;

3. il se présente dans les quinze jours de son retour à l'administration communale de son lieu de résidence.

- > Cas dans lequel l'étranger garde son droit de retour
- Lorsqu'il doit accomplir dans son pays des obligations militaires légales pendant au moins douze mois consécutifs;
- Lorsqu'il retourne dans son pays pour y bénéficier de soins de santé ou pour y suivre des études.

Dans ces cas, l'étranger doit alors uniquement signaler son absence à l'administration communale de son lieu de résidence. A son retour, il est replacé de plein droit dans la situation dans laquelle il se trouvait, à condition qu'il soit rentré dans les soixante jours suivant, selon le cas, l'accomplissement de ses obligations militaires, la fin des soins de santé ou des études.

b) L'étranger bénéficiant du statut de résident de longue durée qui a perdu son droit de retour, peut dans certain(e)s cas/conditions, recouvrer le statut de résident de longue durée (compétence exclusive de l'Office des étrangers).

—> Cas dans lequel l'étranger qui a perdu son droit de retour peut recouvrer le statut de résident de longue durée :

L'étranger qui a informé l'administration communale du lieu de sa résidence de son intention de quitter le pays et d'y revenir et qui pour des circonstances indépendantes de sa volonté, n'a pas été en mesure de rentrer dans le pays dans les délais prévus, peut être replacé dans sa situation antérieure par décision du ministre ou de son délégué.

Dans l'attente de cette décision, l'administration communale, après le contrôle de résidence effective auquel le bourgmestre ou son délégué doit faire procéder et au vu des documents requis pour son entrée dans le Royaume, remet à l'étranger un document conforme au modèle figurant à l'annexe 15 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981.

En cas de décision favorable, ou si, dans un délai de trois mois, aucune décision n'est portée à la connaissance de l'administration communale, l'étranger est replacé dans sa situation antérieure.

Si le ministre ou son délégué décide que l'étranger n'est plus autorisé au séjour dans le Royaume, l'administration communale lui notifie cette décision par la remise d'un document conforme à l'annexe 14 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981.

—> Conditions dans lesquelles l'étranger bénéficiant du statut de résident de longue durée qui était absent des territoires des Etats membres de l'Union européenne pendant douze mois consécutifs et qui a perdu son droit de retour, peut recouvrer son statut :

L'étranger doit être porteur d'un passeport valable ou d'un titre de voyage en tenant lieu, prouver qu'au moment de sa demande, son absence du Royaume n'excède pas cinq ans et remplir une des conditions suivantes :

- soit prouver qu'il a séjourné dans le Royaume de façon régulière et ininterrompue pendant quinze ans avant son départ;
- soit s'il est âgé de moins de vingt et un ans, prouver qu'il a été tenu éloigné du Royaume pour des raisons indépendantes de sa volonté;
- soit s'il est né en Belgique, prouver qu'il a séjourné dans le Royaume de façon régulière et ininterrompue pendant dix ans avant son départ.

—> Conditions dans lesquelles l'étranger bénéficiant du statut de résident de longue durée et qui a perdu son droit de retour, peut recouvrer son statut :

L'étranger doit être porteur d'un passeport valable ou d'un titre de voyage en tenant lieu et remplir une des conditions suivantes :

- soit prouver qu'il a séjourné dans le Royaume de façon régulière et ininterrompue pendant quinze ans et que son absence était justifiée par des études poursuivies dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou par le fait qu'il ait été tenu éloigné du Royaume pour des raisons indépendantes de sa volonté.

2. bij zijn terugkeer is hij het bezit zijn van een "EG-verblijfsvergunning voor langdurig ingezetene" waarvan de geldigheidsduur niet verstreken is;

3. hij meldt zich binnen vijftien dagen na zijn terugkeer bij het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats.

- > Gevallen waarin de vreemdeling zijn recht op terugkeer behoudt
- Indien hij in zijn land zijn wettelijke militaire verplichtingen gedurende minstens twaalf opeenvolgende maanden moet vervullen.
- Indien hij naar zijn land terugkeert om er gezondheidszorgen te krijgen of om er te studeren.

In deze gevallen, moet de vreemdeling het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats in kennis stellen van zijn afwezigheid. Bij zijn terugkeer wordt hij van rechtswege opnieuw in de toestand geplaatst waarin hij zich bevond op voorwaarde dat hij binnen zestig dagen na het einde van het vervullen van zijn militaire verplichtingen, zijn gezondheidszorgen of zijn studies teruggekeerd is.

b) De vreemdeling die de status van langdurig ingezetene geniet en zijn recht van terugkeer verloren heeft, kan in bepaalde gevallen/onder bepaalde voorwaarden de status van langdurig ingezetene herkrijgen (exclusieve bevoegdheid van de Dienst Vreemdelingenzaken).

—> Gevallen waarin de vreemdeling die zijn recht op terugkeer verloren heeft, de status van langdurig ingezetene kan herkrijgen :

De vreemdeling die het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats op de hoogte heeft gebracht van zijn voornemen het land te verlaten en er terug te keren en die, wegens omstandigheden onafhankelijk van zijn wil, niet in staat is geweest binnen de voorziene termijnen naar het land terug te keren, kan opnieuw in zijn vroegere toestand geplaatst worden bij de beslissing van de minister of van zijn gemachtigde.

In afwachting van die beslissing geeft het gemeentebestuur, na de controle van de reële verblijfplaats die de burgemeester of zijn gemachtigde moeten laten uitvoeren en na inzage van de documenten die vereist zijn voor zijn terugkeer in het Rijk, een document overeenkomstig het model van bijlage 15 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 aan de vreemdeling af.

Is de beslissing gunstig of wordt, binnen een termijn van drie maanden, geen beslissing ter kennis van het gemeentebestuur gebracht, dan wordt de vreemdeling opnieuw in zijn vroegere toestand geplaatst.

Indien de minister of zijn gemachtigde beslist dat de vreemdeling niet meer tot een verblijf in het Rijk wordt toegelaten, brengt het gemeentebestuur hem deze beslissing ter kennis door afgifte van een document overeenkomstig het model van bijlage 14 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981.

—> Voorwaarden waaronder de vreemdeling die de status van langdurig ingezetene geniet, die gedurende twaalf opeenvolgende maanden afwezig was van het grondgebied van de Lidstaten van de Europese Unie en die zijn recht van terugkeer verloren heeft, zijn status kan herkrijgen :

De vreemdeling moet houder zijn van een geldig paspoort of een reistitel die dit paspoort vervangt, bewijzen dat hij op het moment van zijn aanvraag niet meer dan vijf jaar afwezig is geweest uit het Rijk en voldoen aan één van de volgende voorwaarden :

- Ofwel, bewijzen dat hij vóór zijn vertrek gedurende een periode van vijftien jaar op regelmatige en ononderbroken wijze in het Rijk verbleven heeft.
- ofwel, indien hij minder dan eenentwintig jaar oud is, bewijzen dat hij om redenen onafhankelijk van zijn wil, van het Rijk verwijderd werd gehouden.
- ofwel, indien hij in België geboren is, bewijzen dat hij vóór zijn vertrek gedurende een periode van tien jaar op regelmatige en ononderbroken wijze in het Rijk verbleven heeft.

—> Voorwaarden waaronder de vreemdeling die de status van langdurig ingezetene geniet en zijn recht van terugkeer verloren heeft, zijn status kan herkrijgen :

De vreemdeling moet houder zijn van een geldig paspoort of een reistitel die dit paspoort vervangt en voldoen aan één van de volgende voorwaarden :

- ofwel bewijzen dat hij gedurende een periode van vijftien jaar op regelmatige en ononderbroken wijze in het Rijk verbleven heeft en bewijzen dat zijn afwezigheid te rechtvaardigen is door de studies die hij heeft voortgezet in een andere Lidstaat van de Europese Unie of door redenen onafhankelijk van zijn wil die hem van het Rijk verwijderd hebben gehouden;

- soit, s'il est âgé de moins de vingt et un ans ou qu'il est né en Belgique, prouver qu'il a séjourné dans le Royaume de façon régulière et ininterrompue pendant dix ans et que son absence était justifiée par des études poursuivies dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou par le fait qu'il ait été tenu éloigné du Royaume pour des raisons indépendantes de sa volonté.

Remarque: L'emprisonnement de l'étranger en exécution d'un jugement répressif le condamnant pour une infraction pénale qu'il a commise et qui est également punissable en droit belge, n'est pas considéré comme circonstance indépendante de sa volonté.

E. Membres de la famille d'un étranger ayant obtenu le statut de résident de longue durée en Belgique :

Les membres de la famille d'un étranger qui a obtenu le statut de résident de longue durée en Belgique sont soumis à l'application de l'article 10, §1^{er}, 4° à 6° de la loi du 15 décembre 1980. Il peut donc être renvoyé au point III, B, de la circulaire du 21 juin 2007 relative aux modifications intervenues dans la réglementation en matière de séjour des étrangers suite à l'entrée en vigueur de la loi du 15 septembre 2006.

II. Séjour en Belgique d'un étranger ayant obtenu le statut de résident de longue durée dans un autre Etat membre :

A. Conditions :

Sauf considération d'ordre public ou de santé publique, l'autorisation de séjour de plus de trois mois doit être accordée au ressortissant de pays tiers qui a acquis le statut de résident de longue durée dans un autre Etat membre (il doit donc être en possession d'un document comprenant la mention "résident de longue durée - CE" délivré par un autre Etat membre), s'il compte :

- 1° exercer une activité salariée ou non salariée en Belgique; (6)
- 2° poursuivre des études ou une formation professionnelle en Belgique;
- 3° venir en Belgique à d'autres fins.

B. Procédure :

La demande d'autorisation de séjour est introduite selon les modalités prévues à l'article 9 ou 9bis de la loi du 15 décembre 1980.

La règle générale qui oblige l'étranger à demander l'autorisation de séjour provisoire (ASP) à l'étranger, plus précisément auprès du poste diplomatique ou consulaire belge compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l'étranger (article 9, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980) reste d'application.

Toutefois, l'étranger qui a obtenu le statut de résident de longue durée dans un autre Etat membre peut également introduire sa demande d'ASP en Belgique :

- soit en vertu de l'article 25/2 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, qui traite des étrangers se trouvant en séjour légal et satisfaisant aux conditions de séjour fixées par la loi ou le Roi (point 2.a);

- soit en raison de circonstances exceptionnelles en application de l'article 9bis (point 2.b).

1) La demande a été introduite auprès du représentant diplomatique ou consulaire belge à l'étranger:

Lorsque l'étranger vient en Belgique et est porteur d'une autorisation de séjour provisoire (visa D), l'administration communale procède à son inscription au registre des étrangers et à la remise du certificat d'inscription à ce registre (carte électronique A). Si l'autorisation de séjour provisoire est limitée dans le temps, le certificat d'inscription est limité à cette durée

2) La demande est introduite en Belgique auprès de l'administration communale :

L'étranger qui a obtenu le statut de résident de longue durée dans un autre Etat membre et qui introduit une demande d'autorisation de séjour en Belgique, doit produire les documents requis au cours du délai de quatre mois, éventuellement prolongé de trois mois, au terme duquel l'Office des étrangers doit prendre une décision. Deux situations peuvent se présenter :

- a) Le demandeur est en séjour légal (7) en Belgique :

Si le contrôle de résidence effective est négatif, la commune délivre une annexe 40 (décision de non prise en considération) et transmet une copie de ce document à l'Office des étrangers.

- ofwel, indien hij minder dan eenentwintig jaar oud is of in België geboren is, bewijzen dat hij gedurende een periode van tien jaar op een regelmatige en ononderbroken wijze in het Rijk verbleven heeft en bewijzen dat zijn afwezigheid te rechtvaardigen is door de studies die hij heeft voortgezet in een andere Lidstaat van de Europese Unie of door redenen onafhankelijk van zijn wil die hem van het Rijk verwijderd werd gehouden.

Opmerking : De opsluiting van de vreemdeling die het gevolg is van de uitvoering van een strafvonnis voor een strafbaar feit dat hij heeft gepleegd en dat eveneens strafbaar is in het Belgisch recht, wordt niet als een omstandigheid onafhankelijk van zijn wil beschouwd.

E. Familleleden van een vreemdeling die de status van langdurig ingezetene heeft bekomen in België :

De familieleden van een vreemdeling die de status van langdurig ingezetene in België bekomen heeft, zijn onderworpen aan de toepassing van artikel 10, § 1, 4° tot 6° van de wet van 15 december 1980. Er kan dus verwezen worden naar punt III, B, van de omzendbrief van 21 juni 2007 betreffende de wijzigingen in de reglementering betreffende het verblijf van vreemdelingen tengevolge van de inwerkingtreding van de wet van 15 september 2006.

II. Verblijf in België van een vreemdeling die de status van langdurig ingezetene in een andere Lidstaat bekomen heeft :

A. Voorwaarden :

Onverminderd, overwegingen van openbare orde of volksgezondheid, moet de machtiging tot verblijf van meer dan drie maanden worden toegekend aan de onderdaan van een derde land die de status van langdurig ingezetene bekomen heeft in een andere Lidstaat (hij moet dus in het bezit zijn van een verblijfsdocument met de vermelding "EG-langdurig ingezetene" afgegeven door een andere Lidstaat), indien hij :

- 1) een activiteit, als werknemer of als zelfstandige, zal uitoefenen in België; (6)
- 2) een studie of een beroepsopleiding gaat volgen in België;
- 3) met andere doeleinden naar België komt.

B. Procedure :

De aanvraag voor de machtiging tot verblijf wordt ingediend op de wijze voorzien in artikel 9 of 9bis van de wet van 15 december 1980.

De algemene regel die de vreemdeling ertoe verplicht om de machtiging tot voorlopig verblijf (MVV) aan te vragen in het buitenland, in het bijzonder, bij de Belgische diplomatieke of consulaire post die bevoegd is voor zijn verblijfplaats of plaats van ophoud in het buitenland (artikel 9, tweede lid, van de wet van 15 december 1980), blijft dus van toepassing.

De vreemdeling die de status van langdurige ingezetene heeft bekomen in een andere EU-Lidstaat kan echter ook zijn aanvraag tot het bekomen van een machtiging tot verblijf indienen in België :

- Ofwel, In toepassing van artikel 25/2 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981, dat handelt over de vreemdelingen wier verblijf legaal is en die voldoen aan de voorwaarden voor het verblijf die vastgelegd zijn door de wet of de Koning (punt 2.a);

- Ofwel, in buitengewone omstandigheden op basis van artikel 9bis (punt 2.b)

1) De aanvraag wordt ingediend bij de bevoegde diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging in het buitenland

Indien de vreemdeling naar België komt en houder is van een machtiging tot voorlopig verblijf gaat het gemeentebestuur over tot zijn inschrijving in het vreemdelingenregister en tot de afgifte van het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister (elektronische kaart A). Indien de machtiging tot voorlopig verblijf beperkt is in de tijd wordt het bewijs van inschrijving beperkt tot de duur van de machtiging.

2) De aanvraag wordt ingediend bij het gemeentebestuur in België :

De vreemdeling die de status van langdurig ingezetene bekomen heeft in een andere Lidstaat en die een aanvraag tot machtiging tot voorlopig verblijf indient in België, moet de vereiste documenten in de loop van de termijn van vier maanden, eventueel verlengd met drie maanden, voorleggen. Na afloop van deze termijn moet de Dienst Vreemdelingenzaken een beslissing nemen. Twee situaties kunnen zich voordoen :

- a) De aanvrager verblijft legaal (7) op het grondgebied :

Indien de woonstcontrole negatief is, geeft de gemeente een bijlage 40 (beslissing tot niet-inoverwegingname) af en stuurt een kopie van dit document naar de Dienst Vreemdelingenzaken.

Si le contrôle de résidence effective est positif, la commune doit délivrer une attestation de dépôt de la demande à l'étranger (annexe 41) et transmettre sans délai la demande, accompagnée des documents produits et du rapport établi à la suite du contrôle de résidence, à l'Office des étrangers. L'Office des étrangers prendra ensuite la décision concernant la demande et transmettra les instructions nécessaires à la commune.

L'Office des étrangers a quatre mois, à dater de la remise du document attestant du dépôt de la demande (annexe 41) pour prendre sa décision. Par décision motivée, il peut éventuellement prolonger ce délai d'une unique période de trois mois lorsque les documents requis ne sont pas produits ou dans des cas exceptionnels liés à la complexité de l'examen de la demande. Dans ce cas, l'administration communale remet à l'étranger une copie de cette décision motivée.

L'administration communale délivre un certificat d'inscription au registre des étrangers (carte électronique A) ou non selon les instructions envoyées par l'Office des étrangers.

Si aucune décision n'est portée à la connaissance de l'administration communale dans ce délai de quatre mois - éventuellement prolongé - l'administration communale doit inscrire l'étranger au registre des étrangers et le mettre en possession d'un certificat d'inscription au registre des étrangers limité (carte électronique A) si tous les documents requis ont été produits. Si tous les documents requis n'ont pas été produits, l'administration communale doit lui notifier un ordre de quitter le territoire (annexe 13).

Dans les cas où l'Office des étrangers n'a pas pris de décision dans le délai imparti et que l'administration communale doit vérifier si les documents requis ont été produits ou non, elle ne doit toutefois pas procéder à un examen au fond de ces documents mais uniquement constater leur production.

b) Le demandeur invoque des circonstances exceptionnelles (l'art. 9bis) :

Lorsque l'étranger qui est en possession d'une "carte de séjour résident de longue durée -CE" émise par un autre Etat membre introduit une demande d'autorisation de séjour auprès de l'administration communale alors qu'il est en séjour illégal en Belgique, celle-ci lui remet :

- Si le contrôle de résidence effective est positif, une attestation de réception de la demande - annexe 3 de la circulaire du 21 juin 2007- et transmet la demande, une copie de l'annexe 3, les documents produits et le rapport de résidence sans délai à l'Office des étrangers;
- Si le contrôle de résidence est négatif, une décision de non prise en considération - annexe 2 de la circulaire du 21 juin 2007 - et transmet copie de ce document à l'Office des étrangers.

Lorsqu'il n'existe aucune circonstance exceptionnelle ou lorsque les documents d'identité ne sont pas joints à la demande ou que les raisons de leur défaut ne sont pas communiquées, l'Office des étrangers déclare, par courrier, la demande irrecevable. Cette décision d'irrecevabilité est notifiée à l'étranger par l'administration communale.

Si l'Office des étrangers déclare la demande recevable, l'administration communale lui remet une annexe 41.

L'Office des étrangers a quatre mois, à dater de la remise du document attestant du dépôt de la demande (annexe 41) pour prendre sa décision. Par décision motivée, il peut éventuellement prolonger ce délai d'une unique période de trois mois lorsque les documents requis ne sont pas produits ou dans des cas exceptionnels liés à la complexité de l'examen de la demande. Dans ce cas, l'administration communale remet à l'étranger une copie de cette décision motivée.

L'administration communale délivre un certificat d'inscription au registre des étrangers (carte électronique A) ou non selon les instructions envoyées par l'Office des étrangers.

Indien de woonstcontrole positief is, moet de gemeente een "attest van inontvangstname" (bijlage 41) aan de vreemdeling afgeven en de aanvraag samen met de voorgelegde documenten en het rapport dat ingevolge de woonstcontrole werd opgesteld, onmiddellijk naar de Dienst Vreemdelingenzaken sturen. Vervolgens zal de Dienst Vreemdelingenzaken de beslissing inzake de aanvraag nemen en de nodige instructies naar de gemeente sturen.

Vanaf de datum van afgifte van het "attest van inontvangstname" van de aanvraag (bijlage 41) beschikt de Dienst Vreemdelingenzaken over een periode van vier maanden om een beslissing te nemen. Wanneer de vereiste documenten niet worden voorgelegd of in uitzonderlijke gevallen die verbonden zijn met het complexe karakter van het onderzoek van de aanvraag, kan deze termijn, door middel van een gemotiveerde beslissing, eventueel verlengd worden met een enkele periode van drie maanden. In dit geval overhandigt het gemeentebestuur een kopie van deze gemotiveerde beslissing aan de vreemdeling.

In functie van de onderrichtingen die door de Dienst Vreemdelingenzaken worden gegeven, geeft het gemeentebestuur al dan niet een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister (elektronische kaart A) af.

Indien binnen deze - eventuele verlengde - termijn van vier maanden geen enkele beslissing ter kennis wordt gebracht van het gemeentebestuur, moet het gemeentebestuur de vreemdeling inschrijven in het vreemdelingenregister en hem in het bezit stellen van een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister van bepaalde duur (elektronische kaart A) voor zover alle vereiste documenten werden voorgelegd. Indien niet alle vereiste documenten werden voorgelegd, moet het gemeentebestuur hem een bevel om het grondgebied te verlaten (bijlage 13) betekenen.

Indien de Dienst Vreemdelingenzaken binnen de opgelegde termijn geen beslissing heeft genomen en het gemeentebestuur moet nagaan of de vereiste documenten al dan niet werden overgelegd, moet het gemeentebestuur echter niet overgaan tot een onderzoek ten gronde van deze documenten, maar enkel hun overlegging vaststellen.

b) De aanvrager roept buitengewone omstandigheden (art. 9bis) in :

Indien de vreemdeling die in het bezit is van een "EG-verblijfsvergunning van langdurig ingezetene" afgegeven door een andere Lidstaat, een aanvraag tot machtiging tot verblijf indient bij het gemeentebestuur terwijl hij illegaal in België verblijft, overhandigt het gemeentebestuur :

- indien de woonstcontrole positief is, een attest van inontvangstname van de aanvraag - bijlage 3 van de omzendbrief van 21 juni 2007 - en stuurt de aanvraag, een kopie van de bijlage 3, de voorgelegde documenten en het verslag van de verblijfplaats onverwijld naar de Dienst Vreemdelingenzaken;
- indien de woonstcontrole negatief is, een beslissing tot niet-overwegingneming - bijlage 2 van de omzendbrief van 21 juni 2007 - en stuurt een kopie van dit document naar de Dienst Vreemdelingenzaken.

Indien er geen enkele buitengewone omstandigheid bestaat of indien de identiteitsdocumenten niet toegevoegd zijn aan de aanvraag, of indien de redenen voor het ontbreken van deze documenten niet worden meegegeeld, zal de Dienst Vreemdelingenzaken de aanvraag onontvankelijk verklaren. Deze beslissing tot onontvankelijkheid wordt door het gemeentebestuur aan de vreemdeling betekend.

Indien de Dienst Vreemdelingenzaken de aanvraag onontvankelijk verklaart, overhandigt het gemeentebestuur hem een bijlage 41.

Vanaf de datum van de overhandiging van het bewijs van inontvangstname van de aanvraag (bijlage 41) beschikt de Dienst Vreemdelingenzaken over een periode van vier maanden om zijn beslissing te nemen. Wanneer de vereiste documenten niet worden voorgelegd of in uitzonderlijke gevallen die verbonden zijn met het complexe karakter van het onderzoek van de aanvraag, kan deze termijn, door middel van een gemotiveerde beslissing, eventueel verlengd worden met een enkele periode van drie maanden. In dit geval overhandigt het gemeentebestuur een kopie van deze gemotiveerde beslissing aan het gemeentebestuur.

In functie van de onderrichtingen die door de Dienst Vreemdelingenzaken worden gegeven, geeft het gemeentebestuur al dan niet een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister (elektronische kaart A) af.

Si aucune décision n'est portée à la connaissance de l'administration communale dans ce délai de quatre mois - éventuellement prolongé - l'administration communale doit inscrire l'étranger au registre des étrangers et le mettre en possession d'un certificat d'inscription au registre des étrangers (carte électronique A) limité si tous les documents requis ont été produits. Si tous les documents requis n'ont pas été produits, l'administration doit lui notifier un ordre de quitter le territoire (annexe 13).

Dans le cas où l'Office des étrangers n'a pas pris de décision dans le délai imparti et que l'administration communale doit vérifier si les documents requis ont été produits ou non, elle ne doit toutefois pas procéder à un examen au fond de ces documents mais uniquement constater leur production.

c) Les documents requis :

1° Si l'étranger qui a obtenu le statut de résident de longue durée dans un autre Etat membre, demande une autorisation de séjour de plus de trois mois pour exercer une activité salariée ou non salariée en Belgique :

Une autorisation de travailler en Belgique (un permis de travail B ou une carte professionnelle) ou la preuve qu'il est dispensé d'une telle autorisation et :

- soit un contrat de travail ou une proposition de contrat d'emploi;
- soit les documents requis pour l'exercice de la profession non salariée et la preuve qu'il retire ou peut retirer de cette activité des ressources stables, régulières et suffisantes pour ne pas devenir une charge pour les pouvoirs publics.

2° Si l'étranger qui a obtenu le statut de résident de longue durée dans un autre Etat membre, demande une autorisation de séjour de plus de trois mois pour poursuivre des études ou une formation professionnelle en Belgique :

- une attestation délivrée par un établissement d'enseignement organisé, reconnu ou subsidié par les pouvoirs publics;
- la preuve qu'il possède des moyens de subsistance suffisants (8);
- un certificat médical d'où il résulte qu'il n'est pas atteint d'une des maladies ou infirmités énumérées à l'annexe de la loi du 15 décembre 1980;
- un certificat constatant l'absence de condamnations pour crimes ou délits de droit commun, si l'intéressé est âgé de plus de 21 ans.

3° Si l'étranger qui a obtenu le statut de résident de longue durée dans un autre Etat membre, demande une autorisation de séjour de plus de trois mois pour venir en Belgique à d'autres fins :

- la preuve qu'il dispose de ressources stables, régulières et suffisantes pour ne pas devenir une charge pour les pouvoirs publics (9);
- une assurance maladie couvrant les risques en Belgique (10).

C. Retrait de l'autorisation de séjour :

Il pourra être mis fin au séjour de l'étranger qui est en possession d'un permis de séjour résident de longue durée- CE provenant d'un autre Etat membre pour les motifs énumérés à l'article 13, § 3 de la loi qui est une disposition de nature générale (s'il prolonge son séjour au-delà de la durée limitée, ne remplit plus les conditions mises à son séjour ou en cas de fraude).

D. Membres de la famille du résident de longue durée autorisé au séjour en Belgique :

Les membres de la famille d'un résident de longue durée autorisé au séjour ou qui demandent l'autorisation de séjour en Belgique, sont soumis à l'application de l'article 10bis de la loi consacrant le droit à l'autorisation de séjour des membres de la famille d'un étranger non UE autorisé au séjour en Belgique pour une durée limitée et à l'article 10ter déterminant la procédure applicable. Il existe toutefois des dérogations quant aux documents à produire et la procédure à appliquer.

Indien binnen deze - eventueel verlengde - termijn van vier maanden geen enkele beslissing ter kennis wordt gebracht van het gemeentebestuur moet het gemeentebestuur de vreemdeling inschrijven in het vreemdelingenregister en hem in het bezit stellen van een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister van bepaalde duur (elektronische kaart A), voor zover dat alle vereiste documenten werden voorgelegd werden. Indien niet alle vereiste documenten werden voorgelegd, moet het gemeentebestuur hem een bevel om het grondgebied te verlaten (bijlage 13) betekenen.

Indien de Dienst Vreemdelingenzaken binnen de opgelegde termijn geen beslissing heeft genomen en het gemeentebestuur moet nagaan of de vereiste documenten al dan niet werden overgelegd, moet het gemeentebestuur echter niet overgaan tot een onderzoek ten gronde van deze documenten, maar enkel hun overlegging vaststellen.

c) De vereiste documenten :

1. Indien de vreemdeling die de status van langdurig ingezetene in een andere Lidstaat bekomen heeft, een aanvraag voor een machtiging tot verblijf van meer dan drie maanden indient om een activiteit als werknemer of als zelfstandige uit te oefenen in België :

Een machtiging om in België te werken (een arbeidskaart B of een beroepskaart) of het bewijs dat hij vrijgesteld is van een dergelijke machtiging en :

- ofwel een arbeidsovereenkomst of een voorstel van arbeidscontract;
- ofwel de documenten die vereist zijn om de activiteit als zelfstandige uit te oefenen en het bewijs dat hij op grond van deze activiteit stabiele, regelmatige en toereikende inkomsten ontvangst van kan ontvangen, om niet ten laste te vallen van de overheden.

2. Indien de vreemdeling die de status van langdurig ingezetene in een andere Lidstaat bekomen heeft een aanvraag voor een machtiging tot verblijf van meer dan drie maanden indient om een studie of een beroepsopleiding te volgen in België :

- een attest afgegeven door een door de overheid georganiseerde, erkende of gesubsidieerde onderwijsinstelling;
- het bewijs dat hij voldoende middelen van bestaan bezit (8);
- een geneeskundig getuigschrift waaruit blijkt dat hij niet aangeast is door een der in bijlage bij de wet van 15 december 1980 opgesomde ziekten of gebreken;
- een getuigschrift waaruit blijkt dat de betrokkene niet veroordeeld is geweest wegens misdaden of wanbedrijven van gemeen recht, wanneer hij ouder is dan 21 jaar.

3. Indien de vreemdeling die de status van langdurig ingezetene in een andere Lidstaat bekomen heeft een aanvraag voor een machtiging tot verblijf van meer dan drie maanden indient om voor andere doeleinden naar België te komen :

- het bewijs dat hij beschikt over stabiele, regelmatige en toereikende inkomsten, om niet ten laste te vallen van de overheden (9);
- een ziektekostenverzekering die de risico's in België dekt (10).

C. Intrekking van de machtiging tot verblijf :

Er zal een einde kunnen worden gesteld aan het verblijf van de vreemdeling die in het bezit is van een EG-verblijfsvergunning van langdurig ingezetene afgegeven door een andere Lidstaat, om de redenen die opgesomd zijn in het artikel 13, § 3, van de wet dat een bepaling van algemene aard is (verblijft langer dan de beperkte duur, voldoet niet meer aan de aan zijn verblijf gestelde voorwaarden of in geval van fraude).

D. Familieleden van de langdurig ingezetene die gemachtigd is tot een verblijf in België :

De familieleden van een langdurig ingezetene die gemachtigd werd tot een verblijf of die de machtiging tot verblijf aanvraagt, vallen onder de toepassing van artikel 10bis van de wet dat het recht op de machtiging tot verblijf van de familieleden van een niet-EU-vreemdeling die voor een beperkte duur gemachtigd is tot een verblijf in België, vastlegt, en artikel 10ter, dat de procedure die van toepassing is, bepaalt. Er bestaan echter afwijkingen met betrekking tot de documenten die moeten worden overgelegd en de procedure die moet worden toegepast.

Pour rappel, l'article 10^{ter} de la loi renvoie aux articles 9 et 9^{bis} pour les modalités d'introduction de la demande d'autorisation de séjour basée sur l'article 10^{bis}. Le principe est donc toujours l'introduction de la demande par l'étranger auprès du poste diplomatique ou consulaire belge compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l'étranger.

1) la demande a été introduite auprès du représentant diplomatique ou consulaire belge à l'étranger :

Le membre de famille qui a obtenu l'autorisation de séjour (11) à l'étranger (visa de type D) doit se présenter dans les huit jours ouvrables de son entrée dans le Royaume auprès de l'administration communale du lieu de sa résidence. L'administration communale doit alors l'inscrire au registre des étrangers et lui délivrer un CIRE - séjour temporaire - d'une durée égale à la durée du titre de séjour de l'étranger rejoint conformément à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 6, de la loi.

2) La demande est introduite en Belgique auprès de l'administration communale :

Il s'agit :

1° soit d'un étranger autorisé ou admis au séjour en Belgique,

2° soit d'un étranger qui invoque des circonstances exceptionnelles rendant impossible ou particulièrement difficile l'introduction de la demande à l'étranger.

a) Recevabilité :

Le membre de la famille d'un étranger qui a obtenu le statut de résident de longue durée dans un autre Etat membre et qui est autorisé au séjour en Belgique, ne doit pas produire tous les documents requis (voir point c) lors de l'introduction de sa demande, pour que celle-ci soit recevable.

Toutefois, pour pouvoir bénéficier de la procédure de regroupement familial propre aux membres de la famille d'un étranger qui a obtenu le statut de résident de longue durée dans un autre Etat membre et qui est autorisé au séjour en Belgique, ainsi que des éventuels assouplissements concernant les documents à produire, les différentes preuves énumérées ci-dessous doivent être produites dès l'introduction de la demande;

- la preuve du séjour légal ou des circonstances exceptionnelles;
- la preuve qu'il est bien membre de la famille (lien de filiation ou d'alliance ou partenariat);
- la preuve que l'étranger qu'il rejoint a obtenu le statut de résident de longue durée dans un autre Etat membre et est autorisé au séjour en Belgique (ou a demandé son autorisation de séjour en Belgique);
- la preuve de la résidence effective sur le territoire de la commune auprès de laquelle il a introduit sa demande.

Si le demandeur ne peut apporter ces preuves, sa demande de regroupement familial sera considérée comme une demande fondée sur l'article 10^{bis}, § 2 de la loi (regroupement familial avec un étranger autorisé au séjour limité en Belgique).

Les autres documents nécessaires au regroupement familial (voir point c) doivent être produits au cours du délai de 4 mois, éventuellement prolongé de 3 mois, au terme duquel l'Office des étrangers doit prendre une décision.

1° Le demandeur est en séjour légal en Belgique et il a apporté la preuve qu'il est membre de la famille d'un résident de longue durée autorisé au séjour en Belgique :

S'il ressort du contrôle de résidence auquel le bourgmestre ou son délégué doit faire procéder, qu'il réside effectivement sur le territoire de la commune, la demande est prise en considération. L'administration communale inscrit l'intéressé au registre des étrangers et lui remet une annexe 41 et une attestation d'immatriculation de modèle A d'une durée de validité égale à la durée du titre de séjour de l'étranger rejoint avec un maximum de 4 mois.

Dans le cas contraire, la demande n'est pas prise en considération, et l'administration communale remet au demandeur une annexe 40. Lorsque l'administration communale complète l'annexe 40, elle indique le motif de la décision en cochant la case adéquate et précise le(s) motif(s) de fait et délivre le cas échéant une annexe 13.

Ter herinnering, artikel 10^{ter} van de wet verwijst naar de artikelen 9 en 9^{bis} voor de modaliteiten van indiening van de aanvraag tot machtiging tot verblijf op basis van artikel 10^{bis}. Het principe is dus steeds dat de aanvraag door de vreemdeling wordt ingediend bij de Belgische diplomatieke of consulaire post die bevoegd is voor zijn verblijfplaats of zijn plaats van ophoud in het buitenland.

1) De aanvraag werd ingediend bij een Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger in het buitenland :

Het familielid dat een machtiging tot verblijf (11) (visum type D) bekomen heeft in het buitenland moet zich binnen de acht werkdagen na zijn binnenkomst in het Rijk aanbieden bij het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats. Het gemeentebestuur moet deze vreemdeling op dit ogenblik in het vreemdelingenregister inschrijven en hem overeenkomstig artikel 13, § 1, zesde lid, van de wet een BIVR - tijdelijk verblijf - met dezelfde geldigheidsduur als de verblijfstitel van de vreemdeling die vervoegd wordt, afgeven.

2) De aanvraag wordt ingediend bij het gemeentebestuur in België

Het gaat :

1° ofwel om de vreemdeling die toegelaten of gemachtigd werd tot een verblijf in België,

2° ofwel om de vreemdeling die buitengewone omstandigheden inroept die het onmogelijk of bijzonder moeilijk maken om de aanvraag in het buitenland in te dienen.

a) Ontvankelijkheid :

Het familielid van een vreemdeling die de status van langdurig ingezetene bekomen heeft in een andere Lidstaat en die gemachtigd is tot een verblijf in België moet niet alle vereiste documenten (zie punt c) voorleggen opdat zijn aanvraag ontvankelijk zou zijn.

Maar om te kunnen genieten van de procedure gezinshereniging eigen aan de familieleden van een vreemdeling die de status van langdurig ingezetene bekomen heeft in een andere Lidstaat en die gemachtigd is tot een verblijf in België, en eventueel van de versoepelingen inzake de documenten die moeten worden voorgelegd, dient de aanvrager volgende bewijsstukken documenten voor te leggen bij het indienen van zijn aanvraag :

- het bewijs van legaal verblijf of van buitengewone omstandigheden;
- het bewijs dat hij een familielid is (afstammings- of aanverwantschapsband of partnerschap);
- het bewijs dat de vreemdeling die hij vervoegt de status van langdurig ingezetene in een andere Lidstaat bekomen heeft en gemachtigd is tot een verblijf in België (of die een machtiging tot verblijf in België heeft aangevraagd);
- het bewijs dat hij effectief verblijft op het grondgebied van de gemeente waar hij zijn aanvraag heeft ingediend.

Indien de aanvrager deze bewijsstukken kan voorleggen zal zijn aanvraag voor gezinshereniging beschouwd worden als een aanvraag op grond van artikel 10^{bis}, § 2 van de wet (gezinshereniging met een vreemdeling gemachtigd tot een beperkt verblijf in België).

De andere vereiste documenten voor de gezinshereniging (zie punt c) moeten in de loop van de termijn van 4 maanden, die eventueel met 3 maanden verlengd wordt, voorgelegd worden. Na afloop van deze termijn moet de Dienst Vreemdelingenzaken een beslissing nemen.

1° De aanvrager verblijft legaal op het grondgebied en hij heeft het bewijs geleverd dat hij een familielid is van een langdurig ingezetene die gemachtigd is tot een verblijf in België :

Indien uit de woonstcontrole die de burgemeester of zijn gemachtigde moet laten uitvoeren, blijkt dat hij effectief op het grondgebied van de gemeente verblijft, wordt de aanvraag in overweging genomen. Het gemeentebestuur schrijft de aanvrager in het vreemdelingenregister in, en overhandigt hem een bijlage 41 en een attest van immatriculatie (model A) met dezelfde geldigheidsduur als de verblijfstitel van de persoon die vervoegd wordt (maximum 4 maanden).

In het tegenovergestelde geval wordt de aanvraag niet in overweging genomen. Het gemeentebestuur overhandigt een bijlage 40 aan de aanvrager. Wanneer het gemeentebestuur de bijlage 40 invult, duidt het de feitelijke reden van de beslissing aan door het juiste vakje aan te kruisen. In voorkomend geval geeft het gemeentebestuur een bijlage 13 af.

Une copie du document délivré au demandeur ainsi que les documents produits doivent être transmis sans délai à l'Office des étrangers - Bureau regroupement familial- séjour - section article 10.

2° Le demandeur invoque des circonstances exceptionnelles en application des articles 10^{ter}, § 1^{er} et 9^{bis} de la loi et il a apporté la preuve qu'il est membre de la famille d'un résident de longue durée autorisé au séjour en Belgique

Dans ce cas, l'administration communale fait procéder au contrôle de résidence effective.

Si ce contrôle s'avère négatif, elle ne prend pas en considération la demande (voir annexe 2 de la circulaire du 21 juin 2007).

Si le contrôle de résidence est positif, elle transmet sans tarder la demande et les documents produits, dont le document d'identité (passeport) du demandeur (ou les raisons de son défaut) ainsi que le rapport établi à la suite du contrôle de résidence à l'Office des étrangers - Bureau Regroupement familial, Séjour - Section article 10 - qui statuera sur la recevabilité de la demande.

Le bourgmestre ou son délégué remet au demandeur une attestation de réception de la demande (annexe 3 de la circulaire du 21 juin 2007). Cette attestation n'affecte nullement la situation de séjour du demandeur.

Si l'Office des étrangers déclare la demande recevable, l'administration communale inscrit l'étranger au registre des étrangers et lui remet une annexe 41 et une attestation d'immatriculation de modèle A d'une durée de validité égale à la durée du titre de séjour de l'étranger rejoint avec un maximum de 4 mois.

Dans le cas contraire, elle lui notifie la décision d'irrecevabilité prise par l'Office des étrangers.

b) Examen au fond :

L'examen au fond est effectué dans tous les cas par l'Office des étrangers dans un délai maximum de 4 mois à dater de la remise de l'annexe 41 et de l'attestation d'immatriculation. L'Office des étrangers procède à l'examen au fond de la demande sur base des documents transmis par l'administration communale lors de l'introduction de la demande et au cours du délai de quatre mois.

En outre, afin de vérifier la réalité de la cohabitation du demandeur et de l'étranger rejoint, l'administration communale doit faire procéder à l'enquête de cohabitation dans le courant du 3^{ème} mois à compter de la date de la délivrance de l'attestation d'immatriculation et communiquer sans tarder les résultats de l'enquête à l'Office des étrangers - Bureau Regroupement familial - Séjour - section article 10.

L'Office des étrangers peut prolonger le délai de quatre mois par une période de trois mois, dans des cas exceptionnels liés à la complexité de l'examen de la demande ou lorsque les documents requis ne sont pas produits et ce, par une décision motivée. L'étranger doit alors être convoqué et l'administration communale doit lui notifier la décision de prolongation et proroger son attestation d'immatriculation de trois mois à partir de la date de son échéance.

Pratiquement, deux situations peuvent se présenter :

1. L'étranger produit tous les documents (voir point c) dans le délai de 4 mois :

Dans ce cas, l'administration communale les transmet à l'Office des étrangers qui dispose du délai restant de ces 4 mois pour prendre une décision.

—> soit l'Office des étrangers décide de prolonger le délai restant d'un délai de 3 mois étant donné la complexité du dossier,

Dans ce cas, l'administration communale doit convoquer l'étranger, lui notifier la décision de l'Office des étrangers et proroger son attestation d'immatriculation de trois mois à partir de la date de son échéance.

—> soit l'Office des étrangers prend une décision dans le délai restant :

— si la décision est favorable, l'étranger est autorisé au séjour et est mis en possession d'un CIRE d'une durée égale à la durée du titre de séjour de l'étranger rejoint.

Een kopie van het document dat aan de aanvrager wordt afgegeven en de voorgelegde documenten moeten onverwijld naar de Dienst Vreemdelingenzaken - Bureau Gezinshereniging - Verblijf - Artikel 10 gestuurd worden.

2° De aanvrager roept buitengewone omstandigheden in, in toepassing van de artikelen 10^{ter}, § 1 en 9^{bis} van de wet, en hij heeft het bewijs geleverd dat hij een familielid is van een langdurig ingezetene die gemachtigd is tot een verblijf in België

In dit geval laat het gemeentebestuur de controle van de effectieve verblijfplaats uitvoeren.

Indien deze woonstcontrole negatief is, neemt het gemeentebestuur de aanvraag niet in overweging (bijlage 2 van de omzendbrief van 21 juni 2007).

Indien de woonstcontrole een positief is, stuurt het gemeentebestuur de aanvraag en de voorgelegde documenten, - waaronder het identiteitsdocument (paspoort) van de aanvrager (of de redenen voor het feit dat dit document ontbreekt), - evenals het verslag van de woonstcontrole naar de Dienst Vreemdelingenzaken - Bureau Gezinshereniging - Verblijf - Artikel 10, die een beslissing zal nemen aangaande de ontvankelijkheid van de aanvraag.

De burgemeester of zijn gemachtigde overhandigt een "attest van inontvangstname" van de aanvraag (bijlage 3 van de omzendbrief van 21 juni 2007) aan de aanvrager. Dit attest heeft geen enkele invloed op de verblijfsituatie van de aanvrager.

Indien de Dienst Vreemdelingenzaken de aanvraag ontvankelijk verklaart, schrijft het gemeentebestuur de vreemdeling in het vreemdelingenregister in en overhandigt hem een bijlage 41 en een attest van immatriculatie (model A), met dezelfde geldigheidsduur als de verblijfstitel van de vreemdeling die vervoegd wordt, met een maximum van 4 maanden.

In het tegenovergestelde geval betekent het gemeentebestuur hem de beslissing tot onontvankelijkheid genomen door de Dienst Vreemdelingenzaken.

b) Onderzoek ten gronde

Het onderzoek ten gronde van de aanvraag gebeurt in alle gevallen door de Dienst Vreemdelingenzaken binnen een termijn van maximum 4 maanden te rekenen vanaf de datum van afgifte van de bijlage 41 en het attest van immatriculatie op basis van de documenten die het gemeentebestuur heeft overgemaakt.

Ten einde na te gaan of de aanvrager en de vreemdeling die vervoegd wordt werkelijk samenwonen, moet het gemeentebestuur in de loop van de derde maand te rekenen vanaf de datum van afgifte van het attest van immatriculatie, het onderzoek van de samenwoning laten uitvoeren en het verslag van het onderzoek onverwijld overmaken aan de Dienst Vreemdelingenzaken - Bureau Gezinshereniging - Verblijf - artikel 10.

In uitzonderlijke gevallen, die verband houden met het complexe karakter van het onderzoek van de aanvraag of indien de vereiste documenten niet worden voorgelegd, kan de Dienst Vreemdelingenzaken, door middel van een gemotiveerde beslissing, de termijn van vier maanden verlengen met een periode van drie maanden. De vreemdeling moet in dit geval worden opgeroepen en het gemeentebestuur moet hem de beslissing tot verlenging betekenen en zijn attest van immatriculatie vanaf de vervaldatum met drie maanden verlengen.

In de praktijk, kunnen twee situaties zich voordoen :

1. De vreemdeling legt alle vereiste documenten (zie punt c) voor binnen de termijn van 4 maanden

In dit geval, stuurt het gemeentebestuur deze documenten naar de Dienst Vreemdelingenzaken die over de resterende termijn van vier maanden beschikt om een beslissing te nemen.

—> ofwel beslist de Dienst Vreemdelingenzaken, met het oog op het complexe karakter van het dossier om de resterende termijn met een termijn van 3 maanden te verlengen.

In dit geval, moet de vreemdeling worden opgeroepen en het gemeentebestuur moet hem de beslissing van de Dienst Vreemdelingenzaken betekenen en zijn attest van immatriculatie vanaf de vervaldatum met drie maanden verlengen.

—> ofwel neemt de Dienst Vreemdelingenzaken een beslissing binnen de resterende termijn :

— indien de beslissing gunstig is, wordt de vreemdeling tot een verblijf gemachtigd en in het bezit gesteld van een BIVR met dezelfde geldigheidsduur als de verblijfstitel van de vreemdeling die vervoegd wordt.

— si la décision est défavorable, l'administration communale lui notifie l'annexe 13 (OQT) ou l'annexe 38 (ordre de reconduire) prise par l'Office des étrangers.

—> soit l'Office des étrangers ne prend pas de décision et ne prolonge pas le délai d'examen :

Dans ce cas, l'administration communale met l'étranger en possession d'un CIRE puisqu'il a produit tous les documents requis

—> soit l'Office des étrangers n'a pas pris de décision au terme du délai prolongé,;

Dans ce cas, l'administration communale met l'étranger en possession d'un CIRE puisqu'il a produit tous les documents requis.

2. L'étranger ne produit pas tous les documents requis dans le délai de quatre mois :

—> soit l'Office des étrangers décide de prolonger le délai restant d'un délai de 3 mois étant donné la complexité du dossier.

Dans ce cas, l'administration communale doit convoquer l'étranger, lui notifier la décision de prolongation et proroger son attestation d'immatriculation de trois mois à partir de la date de son échéance.

—> soit l'Office des étrangers prend une décision dans le délai restant :

Dans ce cas, l'administration communale lui notifie l'annexe 13 (OQT) ou l'annexe 38 (ordre de reconduire) prise par l'Office des étrangers.

—> soit l'Office des étrangers ne prend pas de décision et ne prolonge pas le délai d'examen :

Dans ce cas, l'administration communale notifie à l'étranger un ordre de quitter le territoire (annexe 13) ou un ordre de reconduire (annexe 38) (compétence communale).

Au terme du délai prolongé, soit l'Office des étrangers a pris une décision, soit l'administration communale octroie ou non le séjour en fonction des documents produits.

Dans les cas où l'Office des étrangers n'a pas pris de décision dans le délai imparti, l'administration communale doit dès lors vérifier si les documents requis ont été produits. Elle ne doit toutefois pas procéder à un examen au fond de ces documents mais uniquement constater leur production.

c) Les documents requis :

1° S'il est conjoint ou partenaire dans le cadre d'un partenariat enregistré équivalent à mariage, d'un étranger, résident de longue durée dans un autre Etat membre, autorisé au séjour pour une durée limitée en Belgique :

- un certificat médical d'où il résulte qu'il n'est pas atteint d'une des maladies citées à l'annexe de la loi du 15 décembre 1980;
- un extrait de casier judiciaire ou un certificat de bonne vie et mœurs;
- une attestation de logement suffisant ou l'accusé de réception prouvant que le délai de 6 mois est dépassé ou la preuve qu'il a cohabité avec le résident de longue durée qui exerce son droit de séjour en Belgique, dans l'autre Etat membre et qu'il est de ce fait dispensé de cette condition de logement suffisant;
- une assurance maladie couvrant les risques en Belgique pour l'ensemble de la famille.

2° S'il est partenaire dans le cadre d'un partenariat enregistré non équivalent à mariage, d'un étranger, résident de longue durée dans un autre Etat membre, autorisé au séjour pour une durée limitée en Belgique :

- un certificat médical d'où il résulte qu'il n'est pas atteint d'une des maladies citées à l'annexe de la loi du 15 décembre 1980;
- un extrait de casier judiciaire ou un certificat de bonne vie et mœurs;
- une attestation de logement suffisant ou l'accusé de réception prouvant que le délai de 6 mois est dépassé ou la preuve qu'il a cohabité avec le résident de longue durée qui exerce son droit de séjour en Belgique, dans l'autre Etat membre et qu'il est de ce fait dispensé de cette condition de logement suffisant;

— indien de beslissing niet gunstig is, betekent het gemeentebestuur hem een bijlage 13 (BGV) of een bijlage 38 (bevel tot terugbrenging) die door de Dienst Vreemdelingenzaken werd genomen.

—> ofwel neemt de Dienst Vreemdelingenzaken geen beslissing en verlengt de termijn van het onderzoek niet :

In dit geval, stelt het gemeentebestuur de vreemdeling in het bezit van een BIVR aangezien hij alle vereiste documenten heeft voorgelegd.

—> ofwel neemt de Dienst Vreemdelingenzaken na de afloop van de verlengde termijn geen beslissing

In dit geval, stelt het gemeentebestuur de vreemdeling in het bezit van een BIVR aangezien hij alle vereiste documenten heeft voorgelegd.

2. De vreemdeling legt niet alle vereiste documenten binnen de termijn van vier maanden voor :

—> ofwel beslist de Dienst Vreemdelingenzaken gelet op het complexe karakter van het dossier, om de resterende termijn met een termijn van drie maanden te verlengen.

In dit geval, moet het gemeentebestuur de vreemdeling oproepen, hem de beslissing van de Dienst Vreemdelingenzaken betekenen en zijn attest van immatriculatie, vanaf de vervaldatum met drie maanden verlengen.

—> ofwel neemt de Dienst Vreemdelingenzaken een beslissing binnen de resterende termijn :

In dit geval, betekent het gemeentebestuur hem de beslissing die door de Dienst Vreemdelingenzaken wordt genomen, namelijk, de bijlage 13 (BGV) of de bijlage 38 (bevel tot terugbrenging).

—> ofwel neemt de Dienst Vreemdelingenzaken geen beslissing en verlengt de termijn van het onderzoek niet

In dit geval, betekent het gemeentebestuur een bevel om het grondgebied te verlaten (bijlage 13) of een bevel tot terugbrenging (bijlage 38) aan de vreemdeling (gemeentelijke bevoegdheid).

Na afloop van de verlengde termijn heeft de Dienst Vreemdelingenzaken een beslissing genomen of kent het gemeentebestuur, in functie van de voorgelegde documenten, al dan niet het verblijf toe.

Indien de Dienst Vreemdelingenzaken binnen de opgelegde termijn geen beslissing heeft genomen, moet het gemeentebestuur nagaan of de vereiste documenten al dan niet werden voorgelegd zonder over te gaan tot een onderzoek ten gronde van deze documenten : enkel hun voorlegging moet worden vastgesteld.

c) De vereiste documenten

1. Indien hij de echtgenoot of, in het kader van een geregistreerd partnerschap dat gelijkwaardig is met het huwelijk, de partner is van een vreemdeling, langdurig ingezetene in een andere Lidstaat, die tot een verblijf van beperkte duur in België gemachtigd is :

- een geneeskundig getuigschrift waaruit blijkt dat hij niet aangeast is door één der ziekten die opgesomd worden in de bijlage van de wet van 15 december 1980;
- een uittreksel van het strafregister of een bewijs van goed gedrag en zeden;
- een bewijs van voldoende huisvesting of het ontvangstbewijs dat aantoonst dat de termijn van 6 maanden overschreden werd of het bewijs dat hij in de andere Lidstaat samengewoond heeft met de langdurig ingezetene die zijn recht op terugkeer in België uitoefent en dat hij omwille van dit feit vrijgesteld is van deze verplichting van voldoende huisvesting;
- een ziektekostenverzekering die de risico's in België voor de gehele familie dekt.

2. Indien hij, in het kader van een geregistreerd partnerschap dat gelijkwaardig is met het huwelijk, de partner is van een vreemdeling, langdurig ingezetene in een andere Lidstaat, die tot een verblijf van beperkte duur in België gemachtigd is :

- een geneeskundig getuigschrift waaruit blijkt dat hij niet aangeast is door één der ziekten die opgesomd worden in de bijlage van de wet van 15 december 1980;
- een uittreksel van het strafregister of een bewijs van goed gedrag en zeden;
- een bewijs van voldoende huisvesting of het ontvangstbewijs dat aantoonst dat de termijn van 6 maanden overschreden werd of het bewijs dat hij in de andere Lidstaat samengewoond heeft met de langdurig ingezetene die zijn recht op terugkeer in België uitoefent, en dat hij omwille van dit feit vrijgesteld is van deze verplichting van voldoende huisvesting;

- d. une assurance maladie couvrant les risques en Belgique pour l'ensemble de la famille;
- e. la preuve de la relation durable (par ex. : courrier, e-mail, téléphone, rencontres, billets d'avion, preuve de vie commune,...);
- f. un engagement de prise en charge signé par l'étranger rejoint conforme au modèle figurant à l'annexe 5 de la circulaire du 21 juin 2007.

3° S'il est enfant d'un étranger, résident de longue durée dans un autre Etat membre, autorisé au séjour pour une durée limitée en Belgique, du conjoint ou du partenaire de cet étranger :

- a. lorsqu'il ne s'agit pas d'un enfant commun, la preuve que l'étranger rejoint, son conjoint ou son partenaire a le droit de garde et la charge de l'enfant ou, en cas de garde partagée, que l'autre titulaire du droit de garde a donné son accord;
- b. une attestation de logement suffisant ou l'accusé de réception prouvant que le délai de 6 mois est dépassé ou la preuve qu'il a cohabité avec le résident de longue durée qui exerce son droit de séjour en Belgique, dans l'autre Etat membre et qu'il est de ce fait dispensé de cette condition de logement suffisant;
- c. une assurance maladie couvrant les risques en Belgique pour l'ensemble de la famille;
- d. un certificat médical d'où il résulte qu'il n'est pas atteint d'une des maladies citées à l'annexe de la loi du 15 décembre 1980.

4° S'il est enfant handicapé majeur d'un étranger, résident de longue durée dans un autre Etat membre, autorisé au séjour pour une durée limitée en Belgique :

- a. une attestation émanant d'un médecin agréé par le poste diplomatique ou consulaire belge indiquant qu'il se trouve, en raison de son handicap, dans l'incapacité de subvenir à ses propres besoins;
- b. une attestation de logement suffisant ou l'accusé de réception prouvant que le délai de 6 mois est dépassé ou la preuve qu'il a cohabité avec le résident de longue durée qui exerce son droit de séjour en Belgique, dans l'autre Etat membre et qu'il est de ce fait dispensé de cette condition de logement suffisant;
- c. une assurance maladie couvrant les risques en Belgique pour l'ensemble de la famille;
- d. la preuve que l'étranger rejoint dispose de ressources suffisantes pour subvenir à ses propres besoins et ceux des membres de sa famille et pour ne pas devenir une charge pour les pouvoirs publics;
- e. un certificat médical d'où il résulte qu'il n'est pas atteint d'une des maladies citées à l'annexe de la loi du 15 décembre 1980;
- f. un extrait de casier judiciaire ou un certificat de bonne vie et mœurs.

Remarques :

- Lorsque l'étranger rejoint est sous statut étudiant, le demandeur doit, pour tous les membres de la famille, apporter la preuve que lui-même, l'étudiant ou un des membres de sa famille dispose de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants pour ne pas devenir une charge pour les pouvoirs publics.
- Lorsque l'acte produit est un acte étranger, la copie intégrale et légalisée de l'original doit être produite pour que la demande soit recevable. La légalisation doit se faire conformément à l'article 30 du Code de droit international privé, sauf lorsque l'acte entre dans le champ d'application de la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers, laquelle a prévu le recours à la procédure simplifiée de l'apostille;
- L'acte étranger établi dans une autre langue que l'allemand, l'anglais, le français ou le néerlandais, doit faire l'objet d'une traduction certifiée conforme à l'original par un traducteur juré.

- d. een ziektekostenverzekering die de risico's in België voor de gehele familie dekt;
- e. het bewijs van de duurzame relatie (bijvoorbeeld : briefwisseling, e-mail, telefoon, ontmoetingen, vliegticket, bewijs dat men samenleeft,...);
- f. een door de vreemdeling die vervoegd wordt ondertekende verbintenis tot tenlasteneming overeenkomstig het model bedoeld in bijlage 5 van de omzendbrief van 21 juni 2007.

3. Indien hij het kind is van een vreemdeling, langdurig ingezetene in een andere Lidstaat, die tot een verblijf van beperkte duur in België gemachtigd is, van de echtgenoot of van de partner van deze vreemdeling :

- a. indien het niet om een gezamenlijk kind gaat, het bewijs dat de vreemdeling die vervoegd wordt, zijn echtgenoot of zijn partner het houderecht heeft en dat het kind ten zijne laste is of ten laste van zijn echtgenoot of partner, of, indien het hoederecht gedeeld wordt, het bewijs dat de andere ouder van het houderecht zijn toestemming gegeven heeft;
- b. een bewijs van voldoende huisvesting of het ontvangstbewijs dat aantoonst dat de termijn van 6 maanden overschreden werd of het bewijs dat hij in de andere Lidstaat samengewoond heeft met de langdurig ingezetene die zijn recht van terugkeer in België uitoefent, en dat hij omwille van dit feit vrijgesteld is van deze verplichting van voldoende huisvesting;
- c. een ziektekostenverzekering die de risico's in België voor de gehele familie dekt;
- d. een geneeskundig getuigschrift waaruit blijkt dat hij niet aangeast is door één der ziekten die opgesomd worden in de bijlage van de wet van 15 december 1980.

4. Indien hij het meerderjarig gehandicapt kind is van een vreemdeling, langdurig ingezetene in een andere Lidstaat, die tot een verblijf van beperkte duur in België gemachtigd is :

- a. een attest dat uitgaat van een door de Belgische diplomatieke of consulaire post erkende arts dat aantoonst dat hij, omwille van zijn handicap, niet in zijn eigen behoeften kan voorzien;
- b. een bewijs van voldoende huisvesting of het ontvangstbewijs dat aantoonst dat de termijn van 6 maanden overschreden werd of het bewijs dat hij in de andere Lidstaat samengewoond heeft met de langdurig ingezetene die zijn recht van terugkeer in België uitoefent, en dat hij omwille van dit feit vrijgesteld is van deze verplichting van voldoende huisvesting;
- c. een ziektekostenverzekering die de risico's in België voor de gehele familie dekt;
- d. het bewijs dat de vreemdeling die vervoegd wordt over toereikende bestaansmiddelen beschikt om in zijn eigen behoeften en die van zijn familieleden te voorzien en om te voorkomen dat zij ten laste van de openbare overheden vallen;
- e. een geneeskundig getuigschrift waaruit blijkt dat hij niet aangeast is door één der ziekten die opgesomd worden in de bijlage van de wet van 15 december 1980;
- f. een uittreksel van het strafregister of een bewijs van goed gedrag en zeden.

Opmerkingen :

- Indien de vreemdeling die vervoegd wordt over de status van student beschikt, moet de aanvrager, voor alle familieleden, het bewijs leveren dat hij, de student of een van zijn familieleden over stabiele, regelmatige en toereikende bestaansmiddelen beschikt om niet ten laste te vallen van de openbare overheden.
- Indien de voorgelegde akte een buitenlandse akte is, moet het letterlijk afschrift van het gelegaliseerd origineel worden voorgelegd opdat de aanvraag ontvankelijk kan worden verklaard. De legalisatie moet conform artikel 30 van het Wetboek van internationaal privaatrecht plaatsvinden, behalve indien de akte binnen het toepassingsgebied van het Verdrag van Den Haag van 5 oktober 1961 tot afschaffing van het vereiste van legalisatie van buitenlandse openbare akten valt. Dit verdrag voorziet het beroep op de vereenvoudigde apostilleprocedure.
- Een buitenlandse akte die in een andere taal dan het Duits, het Engels, het Frans of het Nederlands werd opgesteld, moet het voorwerp uitmaken van een vertaling die door een beëdigd vertaler conform aan het origineel verklaard werd.

d) Fin du séjour et contrôle des conditions mises au séjour :

L'Office des étrangers peut mettre fin au séjour octroyé sur base de l'article 10bis, §3 et donner l'ordre de quitter le territoire (annexe 13) aux membres de la famille d'un résident de longue durée qui exerce son droit de séjour en Belgique dans les cas suivants :

- s'il est mis fin au séjour de l'étranger rejoint,
- si l'étranger ne remplit plus les conditions mises à son séjour,
- s'il n'entretient plus de vie conjugale ou familiale effective,
- en cas de fraude.

L'administration communale procède au renouvellement du titre de séjour de l'étranger visé à l'article 10bis lorsque le titre de séjour de l'étranger rejoint est renouvelé. Au moment du renouvellement, elle doit par ailleurs effectuer un contrôle de cohabitation et l'envoyer sans tarder à l'Office des étrangers - Bureau regroupement familial - Séjour - Section article 10. L'Office des étrangers pourra le cas échéant retirer le nouveau CIRE s'il apparaît que le membre de la famille ne cohabite plus avec l'étranger rejoint.

Le contrôle de cohabitation pourra, en outre, être requis à tout moment par l'Office des étrangers en cas de suspicion légitime.

Bruxelles, le 14 juillet 2009.

La Ministre de la Politique de Migration et d'Asile,
Mme A. TURTELBOOM

Notes

- (1) Pour rappel, les Etats membres de l'UE sont : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Finlande, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Chypre, Hongrie, Estonie, Pologne, République Tchèque, Slovaquie, Lettonie, Lituanie, Slovaquie, Malte, Roumanie et Bulgarie
- (2) Il ne s'agit pas du droit de séjour permanent obtenu par les ressortissants UE après trois ans de séjour en Belgique.
- (3) La preuve des moyens de subsistance peut être apportée par des revenus professionnels, une allocation de chômage, une allocation d'invalidité, une retraite anticipée, une allocation de vieillesse, une prestation versée dans le cadre d'une assurance accident de travail ou une assurance maladie professionnelle,.... Cette liste n'est pas exhaustive.
- (4) Avec la généralisation de la délivrance des titres de séjour électroniques, il est trop coûteux d'octroyer un nouveau CIRE ou une nouvelle carte d'identité pour étranger pour quelques mois seulement, l'étranger reçoit donc une annexe 15.
- (5) Le fait que l'étranger conserve son statut de résident de longue durée n'empêche pas la commune de l'inscrire en résidence secondaire ou de le radier en application de la réglementation sur la tenue des Registres.
- (6) Les travailleurs détachés sont exclus
- (7) Exemple : il est depuis moins de 3 mois en Belgique et a fait une déclaration d'arrivée ou loge dans une maison d'hébergement soumise à la législation relative au contrôle des voyageurs.
- (8) Voir l'article 60 de la loi du 15 décembre 1980 pour les différentes preuves admises
- (9) La preuve des moyens de subsistance peut être apportée par des revenus professionnels, une allocation de chômage, une allocation d'invalidité, une retraite anticipée, une allocation de vieillesse, une prestation versée dans le cadre d'une assurance accident de travail ou une assurance maladie professionnelle (liste non exhaustive).
- (10) Mutuelle belge ou étrangère ou assurance privée couvrant les risques en Belgique pendant 3 mois pour un montant de 30.000 euros
- (11) Code B28

d) Einde van het verblijf en controle van de voorwaarden voor het verblijf :

Op basis van artikel 10bis, § 3 kan de Dienst Vreemdelingenzaken een einde stellen aan het verblijf dat werd toegekend aan de familieleden van een langdurig ingezetene die in België zijn recht op verblijf uitoefent, en hen een bevel om het grondgebied te verlaten (bijlage 13) geven, namelijk in de volgende gevallen :

- indien er een einde wordt gemaakt aan het verblijf van de vreemdeling die vervoegd wordt,
- indien de vreemdeling niet meer voldoet aan de aan zijn verblijf gestelde voorwaarden,
- indien hij geen werkelijk huwelijks- of gezinsleven meer onderhoudt,
- in geval van fraude.

Het gemeentebestuur gaat over tot de vernieuwing van de verblijfstitel van de vreemdeling bedoeld in artikel 10bis indien de verblijfstitel van de vreemdeling die vervoegd wordt vernieuwd. Op het moment van de vernieuwing moet het gemeentebestuur een controle van de samenwoning uitvoeren en het verslag ervan onverwijld naar de Dienst Vreemdelingenzaken - Bureau Gezinshereniging - Verblijf - Artikel 10 sturen. In voorkomend geval zal de Dienst Vreemdelingenzaken het nieuwe BIVR kunnen intrekken indien blijkt dat het familielid niet meer samenwoont met de vreemdeling die vervoegd wordt.

De controle van de samenwoning zal op ieder moment door de Dienst Vreemdelingenzaken kunnen worden geëist, indien er sprake is van een legitieme verdenking.

Brussel, 14 juli 2009

De Minister van Migratie- en asielbeleid,
Mevr. A. TURTELBOOM

Nota's

- (1) Bij wijze van herinnering : de Lid-Staten van de EU zijn : Duitsland, Oostenrijk, België, Denemarken, Spanje, Frankrijk, Griekenland, Finland, Ierland, Italië, Luxemburg, Nederland, Portugal, Verenigd Koninkrijk, Zweden, Cyprus, Hongarije, Estland, Polen, Tsjechische Republiek, Slovenië, Letland, Litouwen, Slowakije, Malta, Roemenië en Bulgarije.
- (2) Het gaat niet om het duurzaam verblijfsrecht dat door de EU-onderdanen na een verblijf van drie jaar in België bekomen wordt.
- (3) Het bewijs van de bestaansmiddelen kan geleverd worden door middel van beroepsinkomsten, een werkloosheidsuitkering, een invaliditeitsuitkering, een vervroegd pensioen, een ouderdomsuitkering, een uitkering van een arbeidsongevallen- of beroepsziektenverzekering,.... Deze lijst is niet exhaustief.
- (4) Omwille van de veralgemening van de afgifte van de elektronische verblijfstitels is het te duur om een nieuw BIVR of een nieuwe identiteitskaart voor vreemdeling voor slechts enkele maanden af te geven. De vreemdeling ontvangt dus een bijlage 15.
- (5) Het feit dat de vreemdeling zijn status van langdurig ingezetene behoudt, verhindert de gemeente niet om hem in tweede verblijf in te schrijven of om hem te schrappen, in toepassing van de reglementering inzake het bijhouden van de registers.
- (6) De gedetacheerde werknemers worden uitgesloten
- (7) Voorbeeld : Hij verblijft sinds minder dan 3 maanden in België en heeft een aankomstverklaring ingediend of logeert in een logementshuis dat onderworpen is aan de wetgeving betreffende de controle op de reizigers.
- (8) Zie artikel 60 van de wet van 15 december 1980 voor de verschillende bewijzen die toegelaten zijn.
- (9) Het bewijs van de bestaansmiddelen kan geleverd worden door middel van beroepsinkomsten, een werkloosheidsuitkering, een invaliditeitsuitkering, een vervroegd pensioen, een ouderdomsuitkering, een uitkering van een arbeidsongevallen- of beroepsziektenverzekering,.... Deze lijst is niet exhaustief.
- (10) Belgische of buitenlandse mutualiteit of privé-verzekering die de risico's in België gedurende 3 maanden voor een bedrag van 30.000 euro dekt
- (11) Code B28